tribune socialiste HEBDO

N° 814 — 2 F
DU 15 FEV. AU 21 FEV. 79

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

PSU

# 16 février : grève nationale de la sidérurgie

## PORTER UN COUP D'ARRÊT AU PLAN DU GOUVERNEMENT

Les actions engagées par les sidérurgistes et les populations concernées contre le bradage de la Lorraine et du Valenciennois se poursuivent. Le P.S.U., localement et nationalement, soutient ces luttes sous toutes leurs formes.

La journée de grève nationale du 16 février, lancée par les organisations syndicales dans la sidérurgie, sera une nouvelle occasion de manifester massivement le refus de la politique passée et présente du gouvernement. Celui-ci, tout en faisant un énorme cadeau financier aux trusts de la sidérurgie, organise le démantèlement d'une industrie de base et licencie des milliers de travailleurs.

La farouche résistance des sidérurgistes de Longwy, Denain, Auzun, Hagondange, etc., a déjà obligé Boulin à négocier. Mais un plan social n'est pas suffisant. C'est une véritable politique de l'acier, des reconversions et une diversification industrielle qui sont nécessaires.

Le 16 février, la grève générale permettra de réaffirmer la nécessité de maintenir la sidérurgie, de la moderniser, de modifier les conditions de travail pour assurer un emploi pour tous.

Le P.S.U. soutient donc cette grève et appelle ses militants à y participer activement.

Le Bureau politique du P.S.U.
13 février 1979 ■

# Nous sommes tous des Lorrains

Par Huguette BOUCHARDEAU

*Loin de moi l'idée de comparer le désarroi et la colère* qui règne du côté de Longwy et de Denain à l'habitude qui s'est prise, dans beaucoup de régions, de compter avec 7, 8 ou 10 % de chômeurs. Pourtant, les faits sont là. Depuis longtemps le midi méditerranéen et cévenol s'est installé dans les 8 à 8,4 % de chômeurs.

L'Aquitaine, la Haute-Normandie ont des pourcentages tristement égaux au Nord - Pas-de-Calais. Nous sommes tous concernés par le problème de l'emploi jusque dans la Fonction publique où l'on restreint le recrutement et où les auxiliaires se voient refuser la titularisation. Jusque dans les entreprises nationalisées où des plans de grande envergure sont mis sur pied, comme à la S.N.C.F., pour « rentabiliser » le système et, en rognant sur les services rendus au public, comprimer aussi le personnel.

Depuis mars 78, la droite applique sans vergogne ce qu'elle appelle sa « politique libérale » : relancer l'économie, en liquidant les emplois. Faut-il pour autant banaliser et ne voir dans le Nord, en Lorraine, dans le bassin stéphanois ou à La Rochelle que des exemples comme les autres ? Peut-être pas justement. Car le licenciement brutal de 20 000 personnes dans la sidérurgie du Nord et de Lorraine alors que le textile, en crise depuis longtemps, voit dans les mêmes lieux s'effriter ses derniers bataillons de travailleuses, met en pleine lumière le sens de la politique gouvernementale. Et le coup cette fois paraît si gros et si délibéré qu'il ne s'accompagne pas du climat de résignation auquel peut-être le patronat s'attendait. Les réactions des Lorrains sont un exemple pour tous qu'un coup d'arrêt peut être porté au plan gouvernemental par les travailleurs eux - mêmes. Nous sommes tous Lorrains par le cœur, non au nom d'une quelconque solidarité sentimentale, mais parce que cette fois l'épreuve de force paraît engagée, et que c'est autour de Denain, de Longwy, de la vallée de l'Orne que se mènent aujourd'hui les combats politiques décisifs.

En face, le pouvoir sort un arsenal de misère. Le chantage au nucléaire : l'Ouest a les plus forts pourcentages de chômeurs, qu'il ne s'en prenne qu'à lui. M. Boiteux lui promet l'électricité encore plus chère puisque sa population résiste à l'implantation de centrales nucléaires. Et voilà le cadeau aux gens du Nord et aux Lorrains : deux centrales nucléaires pour eux. Tant pis si cela ne crée que 1 000 ou 1 500 emplois. Tant pis s'il faut ajouter une autre peur à l'angoisse présente : ces gens aux abois ne vont pas regarder les dents du cheval donné !

Et puis voilà la comédie des mesures sociales. Retraite anticipée : à 60, à 55 ans, à 50 ans peut-être. « Bientôt on y aura droit sans avoir commencé à travailler ! » Mais rien en faveur de ce qui pourrait être porteur d'avenir et de transformations profondes : la remise en cause de la durée de la semaine de travail pour tous et toutes.

C'est ici encore que nous devons tous nous sentir concernés. En appuyant la lutte partout où elle éclate, sans doute. Et encore plus en essayant de remplir notre rôle de force de proposition. Nous serons à Longwy vendredi 16 et samedi 17. Pour un meeting d'abord. Pour une réunion de travail ensuite avec les représentants de travailleurs lorrains, avec des syndicalistes belges et luxembourgeois aussi. Non pour aider à la mise sur pied d'un quelconque plan technocratique que nos économistes auraient concocté, mais pour travailler à la mise sur pied d'alternatives (1) pour la région, élaborées en commun par toutes les organisations populaires : afin d'opposer au pouvoir actuel d'autres choix et d'autres possibles. Avec la priorité de cette réduction massive du temps de travail pour tous et toutes que nous devons réaffirmer sans cesse. Avec aussi des propositions pour d'autres productions, qui, au lieu de liquider le potentiel existant, pourrait lui assurer d'autres débouchés.

*Que produire, comment produire, comment travailler ? Ces questions sont au cœur du débat lorrain. Nous devrions tenter qu'elles soient prises en compte dans toutes les régions.* Non par des spécialistes de gauche en face des liquidateurs de droite. Mais par tous ceux et toutes celles que les « redressements » façon Barre sont en train de mettre sur la touche, et qui n'ont pas envie pour autant, dans la recherche du maintien de leur emploi, de respecter les seules logiques que depuis longtemps le capital a fixé pour eux. ■

(1) J'ai employé la semaine dernière la formule de « contre-plan ». Le mot n'était pas si mauvais... Mais nous n'avons pas liquidé tous les souvenirs de notre histoire. Au fait faut-il avoir peur des mots, s'ils traduisent ce que nous voulons dire : notre capacité à proposer des alternatives dans les domaines où nous prétendons avoir des réponses : produire, travailler, vivre autrement.

## Meeting du P.S.U. à Longwy

Ce vendredi 16 février, à Longwy, le P.S.U. organise un meeting avec Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale, et la participation de sidérurgistes belges, luxembourgeois et allemands. Rendez-vous à 20 h 30, à la mairie de Longwy-bas.

Le lendemain, samedi 17 février, la fédération de Meurthe-et-Moselle du P.S.U. invite à une rencontre de travail sur la sidérurgie. A partir de 9 h au Centre social, avenue André Malraux, à Longwy. Avec Huguette Bouchardeau et René Schulbaum, secrétaires nationaux, Michel Mousel, du Bureau politique et Jean-Yves Sparfel pour la Commission nationale Entreprises du P.S.U. ■

# Béziers :
# L'autonomie en marche

## A Béziers, plus de 1500 personnes ont débattu du problème de l'autonomie régionale et se sont fixées un prochain rendez-vous : les états généraux du Languedoc

Ce qui s'est passé à Béziers le 10 février est un événement en soi. Pour la première fois, un important rassemblement vient de se tenir sur le thème de l'autonomie régionale. Environ 1 500 personnes ont débattu de ce thème.

Bien sûr, il pouvait pour certains y avoir une équivoque car le manifeste « **Il faut ici un pouvoir autonome** » commençait par une violente dénonciation de l'élargissement de l'Europe. Robert Lafont, le théoricien régionaliste, Emmanuel Maffre-Bauge, le leader viticole et Claude Chabrol, l'écrivain, en avaient pris l'initiative. Pour le P.S.U., cette journée devait lever ou confirmer certaines ambiguïtés d'un texte dont certains passages pouvaient laisser penser qu'il était un fer de lance pour le départ d'une campagne contre l'élargissement du Marché commun. Le P.C.F. ne s'y était pas trompé et avait mobilisé toutes ses forces pour obtenir des signatures et préparer cette journée.

L'ensemble des fédérations P.S.U. de la région (Languedoc, Midi-Pyrénées, Aveyron, Catalans) étaient présentes et elles entendaient que ce colloque ne soit pas uniquement celui de « **Non à l'élargissement de l'Europe** » mais celui du « **Non au Marché commun et du oui à l'autonomie régionale** ».

Outre de nombreuses délégations étrangères (Grecs, Italiens, Portugais, Espagnols), il s'est trouvé des représentants de toutes les familles politiques (P.C.F., P.S., P.S.U., L.C.R., O.C.T.), des syndicats (C.G.T., MODEF, MIVOC), de divers comités (VVAP, Comités Larzac, Comité contre une Europe germano-américaine) et des représentants des comités d'action viticole, la force vive du syndicalisme paysan en Languedoc. Quelques absents de marque cependant, en particulier la C.F.D.T., la F.E.N., le M.R.G. et les écologistes.

Avoir pu débattre tous ensemble du problème de l'autonomie régionale, voilà déjà un événement en soi, s'y être retrouvé si nombreux en est un autre que seule la personnalité des trois initiateurs du manifeste pouvait concrétiser.

### P.S.U. : des positions bien accueillies

Trois commissions furent organisées. La première sur « **Europe des peuples, Europe du capital** » a été animée par J.-P. Chabrol ; la seconde sur « **les minorités nationales** » par Robert Lafont ; la troisième enfin sur « **l'élargissement de l'Europe** » par E. Maffre-Baugé.

Dans l'ensemble des commissions, le P.S. fut très mal à l'aise pour justifier sa position européenne, alors que le P.C., qui crut bon d'en profiter pour l'attaquer, dressa contre lui nombre de participants, en particulier des viticulteurs qui déclaraient « en avoir marre » de cette querelle et que l'heure était à l'unité et non à la division. Les positoins du P.S.U. furent bien accueillies.

Un grand meeting devait clôturer ce colloque au cours duquel un compte rendu des commissions fut établi. Tout d'abord J.-P. Chabrol, qui parlait avec son cœur, nous fit part de la nécessité de garder notre personnalité, notre manière de vivre, notre culture et pour cela la nécessité de nous battre, de lutter pour l'autonomie régionale. Il rappelait toutes les actions menées dans la région, le Larzac, les luttes contre les licenciements, celles des ouvriers de Vallourec à Bessège, des mineurs du Gard, du nucléaire, etc.

Les deux autres orateurs ont eu, après un pareil discours, bien du mal à ne pas faire de redites. E. Maffre-Baugé parla du problème viticole, des conséquences dramatiques de la politique européenne pour le vignoble occitan et rappela la proposition des C.A. viticoles de tenir des états généraux du Languedoc.

Robert Lafont a sans aucun doute été l'orateur le plus politique, il fit une analyse rigoureuse de l'identité nationale du peuple occitan en dénonçant vigoureusement toute interprétation nationaliste de ses propos et toute utilisation du manifeste dans ce sens.

Ce colloque n'avait de sens que si l'on y donnait une suite. R. Lafont suggéra donc de concrétiser la proposition des comités d'action viticole et de la C.G.T. de tenir des états généraux du sud de la France. L'ensemble des organisations participant au colloque devant se prononcer.

Pour leur part les fédérations P.S.U. présentes (Midi-Pyrénées, Fédération catalane, Gard, Hérault, Aveyron) se sont réunies après le colloque et ont décidées d'appuyer cette proposition et d'être, dès maintenant, partie prenante de l'organisation des états généraux du sud.

**Jacques BELLET** ■

## Le P.S.U. s'adresse à G. Marchais et à F. Mitterrand

**Paris, le 9 février 1979**

**Cher camarade,**

**Je me permets de vous écrire pour vous soumettre un problème qui nous préoccupe et qui concerne l'ensemble des forces démocratiques.**

**C'est à propos de la loi électorale du 7 juillet 1977 qui organise le scrutin du 10 juin pour le Parlement européen.**

**En effet, en dépit du mode de représentation proportionnelle qui est adopté, il apparaît que les autres dispositions de cette loi aboutissent à étouffer l'expression des minorités socio-politiques en France. Cette loi impose d'obtenir 5 % des suffrages pour être admis et à la répartition des sièges et au remboursement des frais électoraux. Ces frais comportent, outre un cautionnement de 100 000 francs, l'édition et l'expédition des circulaires, l'édition des affiches officielles. On peut penser que la somme totale atteindra 3 000 000 de francs.**

**De plus, le temps d'antenne à la télévision pour l'ensemble des petites formations ne doit pas dépasser une demi-heure et chacune d'entre elles ne peut être admise à plus de cinq minutes de présentation télévisée.**

**Il apparaît, en outre, qu'une comparaison internationale montrerait combien l'hexagone est plus oppressif que ses partenaires et voisins européens.**

**En particulier, on s'aperçoit que la loi de juillet 1977 rassemble en son corps toutes les restrictions prévues de façon éparse chez les autres Etats membres de la C.E.E. et qu'elle accentue leur portée. Et ce à trois niveaux : celui du découpage des circonscriptions, seuls — à part la France — trois petits pays (Danemark, Luxembourg, Pays-Bas) forment une circonscription unique, ce qui prouve combien le gouvernement français renie la diversité régionale ; celui des modalités de la candidature : c'est la France qui exige la caution la plus élevée de tous ses partenaires, et de très loin ; celui de la campagne, enfin : quant au financement des frais par les pouvoirs publics l'Etat français accorde, de loin, le plus faible des soutiens à l'expression des idées.**

**Cette rapide comparaison internationale montre bien que la loi de juillet 77, déjà discriminatoire en soi, est la plus oppressive de toute l'Europe.**

**Dans la mesure où nous pensons que le droit d'expression des minorités, quelles qu'elles soient, est une nécessité vitale pour un bon fonctionnement de la démocratie, nous estimons qu'il faut exiger la gratuité des moyens d'expression.**

**Cette question concerne l'ensemble des forces de la gauche en France. C'est pour cela que je vous demande de bien vouloir exprimer publiquement votre position sur ce sujet.**

**Je serais heureuse aussi que vous puissiez m'indiquer par quels moyens vous envisageriez de nous aider dans les démarches que nous allons effectuer au niveau européen, tant sur le plan juridique que politique pour dénoncer cette loi inégalitaire et anti-démocratique.**

**Avec mes sentiments amicaux,**

**Huguette BOUCHARDEAU,**
**Secrétaire nationale du P.S.U.** ■

# L'autogestion au quotidien

## On en parle... on s'en réclame... on en rêve... certains essaient même déjà de la vivre

*Comment* rassembler aujourd'hui le courant autogestionnaire ? La réponse n'est pas toujours évidente. Pourtant des conditions objectives favorables existent à l'affirmation politique d'un troisième courant de la gauche. Car au-delà des bilans, de la dépression même qui a suivi mars 1978, l'heure est à la recherche de nouvelles alternatives. La crise profonde dans laquelle s'enfoncent les partis dominants de la gauche en même temps que les interrogations stratégiques d'un mouvement social déjà puissant appellent, c'est l'évidence, un renouvellement des schémas proposés. Dans un tel contexte, l'organisation à tous les niveaux de la réflexion collective peut elle-même devenir mobilisatrice.

Un large secteur de l'opinion exige de vraies réponses à de vraies questions ; d'où une réaction de rejet de tout ce qui est perçu comme la résurgence des querelles politiciennes. C'est par sa capacité à formuler des réponses positives que le courant autogestionnaire peut s'affirmer et donc aussi se rassembler.

D'où l'intérêt d'initiatives prises dans un certain nombre de villes dont on trouvera ci-après quelques exemples. La constitution d'ateliers ou de centres d'initiatives, d'animation et de formation autogestionnaires répond à l'évidence à un besoin et contribue très concrètement au rassemblement du courant autogestionnaire.

Celui-ci ne saurait évidemment se réduire à ce seul type d'existence ; d'autres expériences sont possibles.

Mais la création des ateliers et centres autogestionnaires correspond sans nul doute très précisément à l'esprit des décisions de la réunion de Poitiers. En effet la modification du sigle de Front en Convergence indiquait une conception plus diversifiée et plus ouverte du regroupement des autogestionnaires. Celle-ci ne peut s'opérer, à l'étape actuelle, qu'en fonction de sujets précis : un centre, un journal local, une initiative adaptée à un milieu (entreprise) social déterminé, etc.

Nous n'avons pas de recettes ; c'est l'expérience qui nous indiquera la meilleure façon de progresser. C'est pourquoi nous attendons vos réflexions, bilans et propositions. ■

● **Centre d'animation autogestionnaire** (12, rue du Chaignot, Dijon). Le local fait 80 m², il est au cœur du vieux Dijon, il a été acquis au début de l'année 1978, d'abord loué par des militants du P.S.U. et du MAN, aujourd'hui acheté. Le centre d'animation autogestionnaire est un lieu de rencontre, ouvert par conséquent. A condition que ceux qui s'en serviront aient en commun des options minimum. Bref, ses animateurs veulent un « centre qui n'est pas mou ». Ils ont plein de projets et si vous voulez en faire autant ils vous expliqueront comment on s'y prend.

● **Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste** (CRIFAS, 1, square de l'Orléanais, 35000 Rennes). Il se propose, en créant des lieux et des occasions de rencontre, de mettre en commun ce que l'on veut, ce que l'on pense, ce que l'on propose (le tout sans sectarisme) des aspirations autogestionnaires. L'emploi, le chômage, l'exode ; les problèmes de la santé ; l'Europe ; la délinquance ; le travail des femmes ; ce sont déjà les thèmes qui ont été abordés. D'autres débats publics sont programmés : samedi 17 - dimanche 18 mars : « échapper à l'idéologie religieuse » ; samedi 5 mai (14-23 h) : « actions municipales et autogestion ». Toutes ces réunions ont eu lieu ou auront lieu à la Maison du Champ de Mars, 6, cours des Alliés, à Rennes.

● **Atelier d'information et d'initiative autogestionnaire** (chez Alain Morizur, 25, rue Pierre-Loys, 31240 L'Union, tél. 74.03.65 ou 53.17.60). L'atelier propose des tables rondes et des ateliers de travail (sérigraphie, vie militante et vie quotidienne, luttes dans les entreprises et connaissance de leur situation financière..., mais aussi jardinage et mécanique). Les tables rondes ont lieu chaque mois, à 20 h 30, 22, rue des Fleurs. Elles sont consacrées chacune à un thème particulier et sont animées par des personnes de la région qui ont vécu personnellement des expériences en rapport avec le thème. Ex. : « Et si on habitait ensemble ? », « Nous sommes tous des conseillers municipaux ! ». C'était pour janvier et février. Le 22 mars : « Vers un travail et une vie collective dans le monde rural ? » (bilan des expériences des coopératives agricoles : G.A.E.C. et C.U.M.A.). Jeudi 26 avril : « Je mange, tu achètes, il vend, on nous roule... » (les circuits différents). Mardi 8 mai : « Moins 3 % pour le Larzac, moins 15 % pour l'E.D.F. ! » (les autoréductions). Jeudi 31 mai : « Travailler « autrement » ! » (est-ce possible maintenant ?). Jeudi 21 juin : « Quelles conséquences de l'utilisation des énergies nouvelles sur le mode de vie ? ».

● **Dernier né. Dans le Bas-Rhin, la Convergence autogestionnaire** a décidé de lancer un Centre d'études, d'information et de formation pour l'autogestion, qui pourrait être le lieu de débats sur l'animation de quartier, le syndicalisme, l'écologie et l'autogestion. Ça démarre, on attend des nouvelles.

**CONVERGENCE AUTOGESTIONNAIRE**

Le bulletin de liaison de la Convergence (n° 3, nouvelle série) vient de paraître. Mais comme il n'est servi qu'aux abonnés, dépêchez-vous d'envoyer 50 F (soutien) à l'ordre de Jean Ruel, C.C.P. 6974 36 N Paris.
Adresse : Convergence autogestionnaire, B.P. 89, 75722 Paris Cédex 15.

# Nucléaire :
# un coup d'accélérateur

Cette fois, le pouvoir a annoncé la couleur. Pour ceux qui en doutaient encore ou ceux qui, depuis mars 78, ont cru que le combat écologique était fini, le gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur dans la réalisation du programme électro-nucléaire français.

Les décisions prises début février lors d'un conseil des ministres restreint visent surtout les centrales de Cattenom en Lorraine et de Gravelines (Nord), théoriquement pour améliorer la situation économique de ces deux régions (sic). En ce qui concerne Cattenom, la première tranche de 1 300 MW devrait être mise en chantier avant la fin de l'année. Quant à la seconde tranche, elle sera mise en chantier aussitôt après la mise en service de la première.

Pour Gravelines (4 tranches de 900 MW), il est prévu qu'une première tranche soit couplée au réseau E.D.F. dès cette année ; d'où l'accélération nécessaire des travaux. Une cinquième tranche sera entamée dès que possible, ajoute le gouvernement.

D'où vient cette soudaine accélération du programme ? D'abord, les besoins en électricité liés au développement à tout crin du « tout électrique » ont considérablement augmenté. En 1978, la part nucléaire de production d'électricité a atteint 13 % contre 8 % deux ans plus tôt. Mais ce n'est pas assez, estime le pouvoir, qui s'est rendu compte que les nombreuses mobilisations antinucléaires, les grèves, les retards dus aux intempéries et au climat, notamment à Creys-Malville et à Cruas-Meysse en Ardèche, ont ralenti assez nettement l'application de son programme.

De là ces mesures d'accélération qui touchent également la région Rhône-Alpes. En effet, tant à Eurodif-Pierrelatte qu'à Saint-Alban-Saint-Maurice l'Exil (Isère), les efforts du gouvernement et de l'E.D.F. pour accélérer les choses sont évidents : à Eurodif où 95 milliards de F ont déjà été engloutis dans les travaux, une première tranche de 925 MW sera couplée au réseau E.D.F. en août prochain, avec neuf mois de retard malgré tout sur le calendrier prévu. Deux grèves et de nombreux accidents du travail (onze morts) ont ralenti les travaux.

A Saint-Alban-Saint-Maurice l'Exil, sur les bords du Rhône, le chantier est déjà assez avancé. La centrale à béton est en cours de montage, ce qui veut dire que la phase de construction des ouvrages principaux (réacteur et salle des machines) commencera prochainement. 200 personnes travaillent déjà sur place et l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), paraît-il, embauche... Avis aux amateurs. L'E.D.F. a déménagé son « bureau d'information », jusque là situé en face de la mairie de Saint-Maurice l'Exil.

En 1984 et 1985 seront mises en service, si rien ne vient changer les projets gouvernementaux ou ralentir le processus, les premières tranches de la nouvelle centrale, soit deux réacteurs de 1 300 MW.

Tout cela prouve à l'évidence que le pouvoir n'a l'intention ni de raccourcir son programme ni de s'embarasser de délais très longs. De la même manière qu'elle démarre les travaux avant l'enquête d'utilité publique, l'E.D.F. promet déjà monts et merveilles avant d'avoir estimé le coût réel de fabrication des centrales. Lors d'une récente conférence à Lyon, le directeur régional de NERSA (Centrales nucléaires à neutrons rapides S.A.), invité par E.D.F., affirmait que la région avait « **une vocation énergétique particulière** » et que « **grâce au nucléaire, son bilan énergétique global serait équilibré dès 1985** ».

Il y en a qui ne manquent pas d'audace : pendant ce temps, le conseil des ministres annonçait qu'il allait développer la diversification des sources d'énergie !

**Pierre MORVAN** ■

# Sidérurgie : contre la mise à mort

## Le P.S.U. propose trois axes de réflexion et de lutte pour vivre et travailler en Lorraine

Une rencontre entre les fédérations P.S.U. de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, s'est tenue à Metz en ce début d'année avec la participation d'un membre du Bureau national du P.S.U.

Après avoir examiné les conséquences des dernières mesures économiques et sociales prises par le gouvernement et le patronat, notamment celles qui concernent le secteur de la sidérurgie, les fédérations P.S.U. considèrent que les travailleurs lorrains subissent aujourd'hui les conséquences des choix pris, au nom de la rentabilité, par les trusts capitalistes internationaux. Pour lutter contre ces choix, le P.S.U. propose aux travailleurs lorrains trois axes de lutte :

**1. - REFUS DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

Les fédérations P.S.U. appellent à lutter contre la division que veulent imposer ces trusts afin d'augmenter leurs profits :

— aux pays riches, les industries nécessitant une technologie avancée mais peu de main d'œuvre,

— aux pays en voie de développement, les industries nécessitant une forte main d'œuvre à bon marché.

C'est en raison de ce choix que la sidérurgie, le textile sont condamnés en Lorraine, et que le charbon et la chimie lourde sont en voie de l'être.

**2. - PRODUIRE POUR SATISFAIRE NOS BESOINS**

Pour le P.S.U., chaque pays doit produire ce qui est nécessaire pour satisfaire ses propres besoins, garantissant ainsi son indépendance tant économique que politique, qui, pour la France, est de plus en plus limitée. Ceci n'interdirait nullement les échanges commerciaux non plus concurrentiels mais égalitaires, permettant à chaque pays de satisfaire les besoins qu'il ne pourrait lui-même assumer.

Ainsi, dans le domaine de la sidérurgie, il faut poursuivre la production des produits courants (poutrelles, rond à béton...) et développer de nouvelles productions aujourd'hui largement importées (machine-outil par exemple).

Nous refusons donc les fermetures d'entreprises déjà réalisées ou annoncées ; nous exigeons le maintien de l'outil de travail lorsque la production qu'il permet correspond à des besoins réels. Si le bilan de ces besoins conduisait à la suppression de certaines entreprises, aucun licenciement ne saurait avoir lieu sans reclassement collectif préalable.

**3. - PARTAGER LE TRAVAIL ENTRE TOUS ET REDUIRE LES INEGALITES**

Il s'agit aussi de supprimer les inégalités de plus en plus importantes que nous constatons aujourd'hui, en particulier entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas. Pour cela l'objectif que nous proposons est double :

— le partage du travail entre tous ceux qui désirent travailler, ce qui suppose dans tous les secteurs d'activité la réduction du temps de travail à 35 heures, et dès aujourd'hui, le refus de toute heure supplémentaire, le refus des cumuls d'emploi, l'intégration des personnels intérimaires...

— l'augmentation du pouvoir d'achat des bas salaires et l'écrasement de la hiérarchie des revenus, ce qui suppose une réforme fiscale globale et dès aujourd'hui des augmentations uniformes pour tous.

Le P.S.U. appelle les travailleurs lorrains à discuter au sein de leurs organisations des axes de lutte et des propositions que nous faisons aujourd'hui, afin de poursuivre dans l'unité la lutte pour vivre et travailler en Lorraine. ■

### HAGONDANGE : Opération ville morte

**Vallée de la Moselle et de l'Orne, entre Metz et Thionville, cinq villes : Hagondange, Mondelange, Talange, Maizières-les-Metz, Mérange-Silvange ; en tout, 45 000 habitants dépendant tous plus ou moins directement d'une usine Sacilor-Hagondange.**

**2 200 licenciements annoncés sur 3 800 employés et ouvriers. Fermetures des deux hauts-fourneaux et de l'« agglomération » avant juillet 1979.**

**Opération ville-morte le vendredi 9 février. Pas un commerce (même les grandes surfaces ont été obligées de fermer), pratiquement pas d'école, pas de transport, toute circulation interdite : les sidérurgistes et la population bloquent la gare d'Hagondange et l'autoroute Metz-Thionville, ainsi que les voies d'accès aux villes. Et ceci toute la journée (ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps...).**

**15 h : manif dans la ville d'Hagondange annoncée par le glas et les sirènes municipales. Le ton monte dans la vallée de l'Orne. L'unité syndicale est réelle entre Sacilor-Hagondange (sauf C.G.C.), A.P.E Cornec et syndicats enseignants.** ■

## Calais : Soutien aux travailleurs des Câbles de Lyon

Les Câbles de Lyon (du Groupe C.G.E.) ont annoncé le licenciement de 70 salariés de l'usine de Calais (voir T.S. du 1er février).

Conférence de presse de la C.F.D.T., envoi de délégations aux pouvoirs locaux et régionaux, ont cherché à sensibiliser la population à ce problème.

Gérard Lahoche, conseiller P.S.U., qui faisait partie de la délégation municipale chargée de recevoir la C.F.D.T. a demandé à la municipalité d'aller plus loin qu'une motion de soutien et de s'engager à faire le maximum pour soutenir la lutte des travailleurs des Câbles.

Le 1er février, l'Intersyndicale (C.G.T. et C.F.D.T.) a organisé une manifestation. Les travailleurs des Câbles ont défilé en ville, de l'usine à la sous-préfecture, à l'Hôtel de Ville, au siège du Patronat. Ils ont été reçus par la municipalité. Au même moment, à l'Hôtel de Ville, Gérard Lahoche qui siégeait au SECADU (Syndicat Mixte d'Etudes pour l'Aménagement du Littoral Calais-Dunkerque) est intervenu en faveur des travailleurs des Câbles et pour dénoncer la situation de l'emploi qui préoccupe un grand nombre de salariés de la région de Calais et de Dunkerque. Albert Denvers, député P.S. et président du SECADU, a simplement répondu qu'il déplorait la dégradation de l'emploi sur le Littoral. Rien d'autre n'a été fait ni proposé. Il est vrai que le P.S. du Nord ne propose rien. Il se contente de se rendre à l'Elysée et de récupérer, par ses élus, le mécontentement qui est grand dans la région. Qu'il doit être très difficile pour des syndicalistes d'appartenir au P.S. !

Pour sa part, le P.S.U., dès que l'affaire fut connue, c'est-à-dire en octobre 1978, a demandé qu'une large mobilisation populaire se réalise autour des travailleurs des Câbles de Lyon, dans la plus large unité. Il s'est mis à la disposition des travailleurs, entendant prendre sa part de responsabilité dans ce combat.

**André LEFEBURE** ■

### UNE NOUVELLE RUBRIQUE

**La semaine prochaine, dans TS-Hebdo, une nouvelle rubrique : Sur le terrain, échos des fédérations du P.S.U.** ■

## Loire : Offensive sur l'emploi pour le 20 février

A Saint-Etienne, alors que le nouveau PDG de Manufrance s'installe à peine, la menace qui pèse sur l'entreprise se précise. La première réaction des syndicats sera l'occupation. Pendant ce temps, à l'appel de la C.G.T., C.F.D.T. et de la F.E.N., une quarantaine d'organisations préparent la journée de grève et de manifestation départementale du 20 février pour l'emploi (32 000 chômeurs dans la Loire, près de 11 % de la population active).

Pour assurer la mobilisation les syndicats demandent à toutes leurs sections de discuter, en assemblée générale du personnel, de la situation de leur entreprise et de chiffrer le nombre d'emplois que créerait ou non, boite par boite, l'application des grandes revendications syndicales (35 heures, retraite, 5e équipe, réduction des cadences, etc.). Le P.S.U. appuie ces initiatives qui vont dans le sens du contrôle des travailleurs non seulement sur leur entreprise, mais aussi sur leur propre lutte, dans la mesure où ils ont la possibilité de concrétiser, de moduler et éventuellement de remettre en cause, à partir de leur situation réelle et de leur pratique, des mots d'ordre élaborés par leurs directions syndicales au niveau national ou départemental.

Dans ce débat, la fédé P.S.U. de la Loire cherche à introduire la préoccupation : **que produire et pour qui ?** Elle a contacté à cet effet ses partenaires de la convergence autogestionnaire et divers groupes écologistes pour une recherche des types de fabrications socialement utiles qui permettraient de maintenir et créer des emplois dans l'appareil de production dont dispose le département. ■

## Peugeot-Sochaux : les libertés dans l'entreprise battues en brèche

Chez Peugeot on pratique maintenant les entretiens D.I.P.O. (Dossier individuel personnel ouvrier). Chaque ouvrier passe dans le bureau de son agent de maîtrise pour un entretien « amical », « décontracté », où il peut exprimer ses préoccupations, ses difficultés. Si l'agent de maîtrise fait un minimum de zèle, il s'entendra dire qu'il vaut mieux éviter les « délégués révolutionnaires ». La méfiance est ainsi introduite dans les supports individuels, le délégué du personnel, C.G.T. ou C.F.D.T., est un suspect qu'il vaut mieux ne pas fréquenter.

Trois jeunes ouvriers syndiqués C.G.T. ont fait, récemment, l'objet de pressions discrètes mais efficaces. C'était il y a deux mois. Ils avaient déposé, dans les délais légaux, une demande d'autorisation d'absence pour suivre un stage de formation syndicale. Leur chef d'atelier les a convoqués pour un « entretien amical ». Résultat : les trois ouvriers ont retiré leur demande !

S'il est un lieu où les libertés syndicales devraient pouvoir s'exercer librement c'est bien dans l'entreprise. Là où précisément elles ont été conquises au fil des années par les luttes des travailleurs.

La législation sur le droit syndical dans l'entreprise est née au lendemain du mouvement de mai 1968. On pouvait croire que cet important acquis était venu renforcer la liberté individuelle inscrite dans les conventions collectives. Il n'en est rien. Chez Peugeot, constructeur réputé d'automobiles, les libertés individuelles sont battues en brèche et renvoyées à des jours meilleurs.

Dès son entrée à l'usine le jeune embauché est mis en garde par son patron contre les syndicats « révolutionnaires », C.G.T. ou C.F.D.T. On lui recommande de préférence les syndicats participatifs : C.F.T.C., F.O., C.G.C., C.F.T..., bref, ceux qui croient à la

En décembre 1978 ont eu lieu les élections pour le renouvellement des représentants au comité d'établissement. Elles ont été l'occasion d'une active campagne électorale orchestrée par Peugeot. La gestion majoritaire C.G.T. C.F.D.T. a été systématiquement dénigrée par le patron, et, ensuite, les syndicats dits « participatifs » : C.G.C., F.O., C.F.T.C., C.F.T., ont repris les mêmes thèmes pour leur propre propagande.

Ces quelques exemples significatifs pourraient être complétés par quantité d'autres... Voilà la réalité. Le patronat sait bien que c'est sur le lieu du travail que se constitue la conscience ouvrière, c'est là qu'il développe « sa politique », très étudiée, difficile à combattre efficacement. C'est bien dans l'entreprise que le P.S.U. doit développer son action pour le contrôle ouvrier et la construction du socialisme autogestionnaire.

**Groupe P.S.U.-Entreprise** ■

## Le P.S.U. s'oppose à la liquidation de la S.F.P.

**Comme en 1974 le gouvernement intensifie son offensive contre les secteurs publics (P.T.T., S.N.C.F., radio-télévision).**

**Comme en 1974 le service public de radio-télévision est à nouveau en péril. Première société touchée : la S.F.P. (Société Française de Production). M. Clermont-Tonnerre, habile rédacteur de la loi de 1974 démantelant l'O.R.T.F. et isolant la S.F.P. en la privant de la redevance, prétend aujourd'hui la sauver... en supprimant 778 emplois, soit le quart des effectifs.**

**Le P.S.U., qui a toujours dénoncé la loi de 1974, soutient les travailleurs de la S.F.P. et des autres sociétés de radio-télévision qui, conscients de cette nouvelle entreprise de liquidation, sont entrés en lutte dès l'annonce des licenciements.**

**La solution du problème de la S.F.P. se trouve au niveau de l'ensemble de la radio-télévision. Elle passe par :**

- **une garantie de volume de production publique audiovisuelle nationale ;**
- **une révision du cahier des charges des Sociétés nationales de programmes précisant leurs liens avec la S.F.P. et garantissant son avenir ;**
- **une convention collective nationale des travailleurs de l'audiovisuel.**

**Le Bureau politique du P.S.U.** ■

## Bezons et Saint-Brieuc : Nouveaux licenciements au Joint-Français

Les sections locales du P.S.U. de Bezons et Saint-Brieuc face aux vagues de licenciements successives qui se sont produites dans les deux usines du Joint-Français en 1972, 1975, 1976, 1978 ; face aux 282 nouveaux licenciements annoncés par la direction, accompagnés de tentatives de déqualification par mutations et d'une répression qui touche les militants syndicaux :

- dénoncent la désinvolture avec laquelle le patronat traite ceux qui ont assuré la prospérité du groupe C.G.E. ;
- estiment que face à la vaste entreprise de restructuration de l'économie française menée par le gouvernement Giscard-Barre, l'exemple des métallos et des mineurs du Nord et de Lorraine est la seule voie de réplique des travailleurs.

Contre le chômage, l'austérité et la baisse du pouvoir d'achat, il faut bloquer ce processus et imposer dès maintenant le contrôle ouvrier sur l'emploi en procédant à la répartition du travail pour tous grâce à la réduction du temps de travail sans perte de salaire, pour avoir enfin du temps pour vivre, et aussi par la réduction des cadences. ■

## AFIN QUE « T.S. » PUISSE VIVRE

La réorganisation de la presse du parti, et en particulier de « Tribune socialiste », votée au Congrès de Saint-Etienne, implique des solutions financières qu'il nous est impérativement nécessaire de mettre rapidement en place.

En effet, le Congrès a adopté une nouvelle formule de distribution de notre journal qu'il a appelée « Abonnement propagande ».

Si nous savons que « T.S. Hebdo » 4 pages est difficilement vendable d'une façon militante, nous devons faire en sorte qu'il reste le lien privilégié entre le parti et les sympathisants.

De ce fait, chaque adhérent du parti se doit d'avoir au moins un contact et de lui fournir « l'outil » qui l'informe de la vie et des propositions politiques de notre organisation.

Chaque section, en application des décisions du Congrès, doit financer, sur sa trésorerie, un abonnement à « T.S. Hebdo » par adhérent.

1979 verra la parution de 36 numéros, il en coûtera à la section pour l'année et par adhérent la somme de 72 F (36 numéros à 2 F).

Afin que l'application de cette décision puisse être mise en place dans les meilleures conditions, nous demandons aux responsables ou trésoriers des sections de bien vouloir remplir le bulletin ci-dessous et le renvoyer à : **Tribune socialiste, Service des Abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris.**

**« T.S. HEBDO »**
**BULLETIN DE COMMANDE**

Nom : ..... Prénom : .....
Section : .....
Adresse : .....
Ville : ..... Code postal : .....
Nombre d'adhérents à la section : .....
Nombre de T.S. par semaine : .....
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1) de F : ..... pour 18 semaines, ou de F : ..... pour 36 semaines
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.

(1) Cocher la case correspondante.
Exemple de calcul pour une section de 10 adhérents.
Nombre de « T.S. » par semaine : 10 à 2 F = 20 F
— pour 18 semaines = 20 F × 18 = 360 F
— pour 36 semaines = 20 F × 36 = 720 F.

## TRIBUNE SOCIALISTE « MENSUEL »

Comme chacun le sait, « T.S. » va également sortir en mensuel de 36 pages. La sortie du premier numéro est prévue début mars. Il sera vendu 5 F au public et 4 F aux sections, ce qui laisse à ces dernières un « boni » de 1 F par numéro vendu.

**Nous comptons pour cette nouvelle formule un effort particulier de tous les camarades du parti pour une importante vente militante.**

Là aussi, afin d'éviter tout gaspillage et faire preuve du maximum d'efficacité, il importe que les responsables ou trésoriers des sections retournent avant le **1er mars 1979** le bulletin ci-dessous à : **Tribune socialiste - Service des Abonnements - 9, rue Borromée, 75015 Paris.**

**« T.S. » MENSUEL**
**BULLETIN DE COMMANDE**
**N° DE MARS**

Nom : ..... Prénom : .....
Section : .....
Adresse : .....
Ville : ..... Code postal : .....
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé : .....
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1) à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

Nous attirons l'attention de nos camarades sur la plus grande autonomie de vente du « mensuel » par rapport à l'ancienne formule « hebdomadaire ».

Il y a la possibilité de vente du même numéro pendant tout un mois, avec faculté de changer de point de vente chaque semaine en proposant le même produit sans que celui-ci soit périmé.

Si la vente est largement et sérieusement prise en main par chacun d'entre nous, l'espoir fondé dans la réussite de cette formule devrait permettre à moyen terme une baisse sensible du prix des abonnements propagande.

**La trésorerie de T.S.** ■

## NOUVEAU MATERIEL DISPONIBLE

1. **Tract-dépliant 4 pages : « Agir pour une gauche différente »**
   COMPORTE : l'ensemble des thèmes de campagne décidés à Saint-Etienne.
   **Prix :** 10 centimes l'unité.
2. **Pour la campagne « emploi », deux affiches-bandeaux :**

PSU — TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS ET TOUTES PLUS AUCUNE HEURE SUPPLEMENTAIRE — URGENT

PSU — 35 HEURES TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT — URGENT

Les deux bandeaux sont à coller ensemble si possible.
**Prix :** 15 centimes le bandeau.

**BON DE COMMANDE**

A retourner à :
Secrétariat P.S.U., 9, rue Borromée - 75015 Paris.
NOM .....
Fédération ou section .....
ADRESSE .....
Commande :
..... tracts-dépliants « Pour une gauche différente » × 0,10 = .....
..... bandeaux × 0,15 = .....
TOTAL : .....

**Joindre chèque à la commande. Merci.**

# CALENDRIER POLITIQUE

## FACILITER LE TRAVAIL

● Pour qu'un calendrier soit vraiment efficace, il faut que l'endroit, l'heure, l'adresse complète soient indiqués. On vous l'a déjà dit et redit, mais vous continuez à nous envoyer des informations imprécises. N'est-ce pas les Roubaisiens ? Alors SVP, tous les détails, ça évitera des frais de téléphone à la rédaction pour vérification. Les informations qui arrivent avant le lundi soir (dernier délai) ont toutes chances de passer dans le numéro qui sort le jeudi de la même semaine, mais de toutes façons, **n'attendez pas le dernier moment** pour appeler Framboise Chailleux, tél. 566-45-64, ça lui facilitera le travail. Grand merci. ■

## WEEK-END A LONGWY

● **Vendredi 16 février (Longwy) :** meeting du PSU à Longwy avec Huguette Bouchardeau et la participation de sidérurgistes belges, luxembourgeois et allemands. A 20 h 30 à la mairie de Longwy-bas.

● **Samedi 17 février (Longwy) :** la fédération de Meurthe et Moselle du PSU vous invite à une rencontre de travail sur la sidérurgie. Le but de cette journée à laquelle participeront Huguette Bourchardeau, J.-Y. Sparfel pour la CNE, M. Mousel et René Schulbaum, est de discuter des possibilités d'élargir le soutien à la lutte des travailleurs de la sidérurgie. A partir de 9 h au Centre social, avenue A. Malraux, Longwy.

## PERIL EN LA CITE

● **Samedi 17 février (Viry-Châtillon, 91) :** l'amicale des locataires de la cité d'urgence et le comité de quartier, ainsi que différentes organisations politiques, organisent une conférence de presse afin d'attirer l'attention sur la situation extrêmement dramatique qui règne dans cette cité d'urgence (toits défoncés, infiltrations, etc.) et sur l'insécurité devant laquelle se retrouvent les habitants à l'annonce du projet de démolition. A 14 h 30, au centre social Jean Mermoz, av. J. Mermoz.

## L'EUROPE A PERIGUEUX

● **Samedi 17 février (Périgueux) :** la section de Périgueux organise une après-midi de réflexion sur l'Europe. Au programme : positions des partis politiques de la gauche à la droite ; visées de la bourgeoisie ; conséquences du Marché commun et de son extension sur notre région ; l'Europe et le tiers monde. De 14 h à 17 h, 8, rue R. Roulland. D'autre part **Action**, supplément n° 13, consacré au débat au sein du PS, est à votre disposition contre 5 F, passez les commandes au PSU, 8, rue M. Roulland, 24000 Périgueux.

## MOUN'KIKA

● **Samedi 17 février (Bois d'Arcy) :** nouvelle chanson antillaise avec Moun'kika à 20 h 30 à la Maison des Jeunes, rue Turpault, tél. 460-12-91.

## L'APERO A IVRY

● **Samedi 17 février (Ivry) :** la section PSU d'Ivry organise « 3 heures avec la gauche socialiste autogestionnaire » : expo, débat, librairie et apéro. De 16 h à 19 h à la salle du foyer Edouard Quincey, 38, rue Saint-Just, M° Mairie d'Ivry.

## VOUS AVEZ DIT RETOUR ?

● **Jeudi 22 février (Paris) :** Africa fête : des artistes chantent pour les Africains. Avec B. Lavilliers, F. Béranger, Mouloudji, Djamel Allam, M. Amont, Toto Bissainthe, M. Bühler, P. Akkendegué, et plein d'autres. De 18 h à 24 h, à l'hippodrome de Pantin, M° Porte de Pantin. Prix : soutien, 35 F ; groupe (10 p.) : 30 F. Cette fête est organisée par l'A.A.R.C.T.A. (Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains). La préoccupation du retour au pays d'origine est de plus en plus vivante chez les travailleurs immigrés, compte tenu des conditions de vie et de travail qui leur sont faites. Partant de cette réalité, et sans vouloir cautionner ni aménager la politique de retour forcé mise en œuvre contre les travailleurs étrangers, l'A.A.R.C.T.A. se propose d'aider les travailleurs, qui de toute façon veulent regagner leur pays, à y concrétiser des projets collectifs et impliquant la participation active des populations locales, pour une amélioration des conditions de vie dans les pays d'origine. A.A.R.C.T.A., 99, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 544-55-31.

## A ROUBAIX, MAIS OU ?

● **Vendredi 23 février (Roubaix) :** Soirée organisée par la fédé PSU Nord-Pas-de-Calais sur l'« Expérimentation sociale » dans les entreprises (coopératives, etc.), avec Robert Rival de la CNE. Débat à partir d'un film vidéo **Marketube, 3 ans d'autogestion,** réalisé par les travailleurs d'une entreprise. A 20 h. **On ne sait toujours pas où cela se passe, c'est pas sérieux ! (NDLR).**

## LES FEMMES ET L'EUROPE

● **Samedi 24 février (Montpellier) :** les fédérations PSU du Gard, des Pyrénées-Orientales, de l'Hérault, de Midi-Pyrénées, du Var, des Bouches du Rhône, de Drôme-Ardèche, du Pays basque, organisent une réunion du secteur Femmes sur les thèmes : l'Europe ; la natalité ; et mise en place d'une coordination nationale. A 10 h, à la salle Frédéric Mistral, place de l'Esplanade, près du Pavillon populaire.

## ÇA BOUGE A AMIENS

● **Samedi 24 février (Amiens) :** la section du PSU organise une réunion publique sur le thème « Chômage et emploi », avec des témoignages d'ouvriers syndicalistes en particulier du textile, de la métallurgie et des services. Le thème central de la réunion sera « Comment lutter contre le patronat et le gouvernement dans leur entreprise de restructuration ». A partir de 15 h 30, au centre socioculturel du quartier, rue de Picardie.

● **Amiens toujours :** la section d'Amiens cherche tout renseignement concernant les radios libres, tant sur le plan politique que pratique (tuyaux pour les émetteurs, adresses, etc.). Quant à la fédération de la Somme, elle aimerait recevoir toute prise de position, témoignage, étude menée par des fédés ou des camarades du parti sur les parcs naturels régionaux afin de pouvoir prendre position sur la création du parc de Picardie maritime. Ecrivez au PSU, 4, rue des Archers, 80000 Amiens.

## LES ENFANTS DE VITRUVE

● **Samedi 24 et Dimanche 25 février (Paris 20e) :** l'école de la rue Vitruve vous invitera pendant ces deux jours à un week-end sur le thème « l'Enfant et le cinéma ». Pour ce, elle recherche d'urgence tous documents, films super 8 ou 16 mm, montages diapos, photos, etc. faits pour, par, avec, au sujet d'enfants. Pour tous contacts, voir ou joindre Gérard ou Christiane à l'école primaire de la rue Vitruve, tél. 370-50-95 (pour la province, faire le 1).

## SOLIDARITE

● **Lundi 26 février (Paris 5e) :** meeting de solidarité à Robert Nazrian à 20 h 30, à la maison des Mines, 9, rue Pierre Nicole.

## 3e ANNIVERSAIRE

● **Mercredi 28 février (Montpellier) :** à l'occasion du 3e anniversaire de la proclamation de la République arabe saharoui démocratique, la fédé du PSU de l'Hérault organise un meeting avec la projection de **Sahara, un peuple en lutte** et un représentant des amis du Front Polisario. A 20 h 30, salle des Arceaux.

## CINE, EN FACE DE LA PISCINE

● **Jeudi 1er mars (Amiens) :** coucou ! encore **Ciné-Luttes,** ce ciné-club amateur qui vous fait découvrir tous les films qu'on ne voit pas dans les grandes salles, cette fois : **Le Bois de Bouleaux,** d'Andrej Wajda, réalisateur de **l'Homme de Marbre.** A 18 h 30 et 20 h 30, salle Louis Dewailly, pl. Louis Dewailly, en fece de la piscine P. de Coubertin.

## JOURNEE FEMMES

● **Samedi 3 mars (Paris 15e) :** journée nationale Femmes. Cela commencera à 10 h précises, car il n'y aura qu'une journée. Demandez vos billets de congrès et d'hébergement éventuel au secrétariat, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Notez bien ça sur vos tablettes, on vous reparlera du programme détaillé. ATTENTION : il n'y aura pas de convocation supplémentaire, alors faites circuler l'information.

## AUTOROUTES OU AUTRES ROUTES ?

● **Le G.A.E.R. 04** (Groupe d'action et d'étude régional des Alpes de Haute-Provence a rassemblé une documentation tant en ce qui concerne l'autoroute du Val de Durance qu'en ce qui concerne les autoroutes en général, sous le titre **Autoroute ou autres routes, il faut choisir ?** Vous pouvez le commander (10 F) en écrivant au G.A.E.R., 3, rue Font-Neuve, 04190, Les Mées, à la même adresse vous pouvez demander à un membre du G.A.E.R. de participer à une réunion d'information. Tél. (92) 32-04-16.

## QUESTIONNAIRE P.S.U.

Les délégués au congrès de Saint-Etienne qui ont rempli le questionnaire de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, mais n'ont pas encore transmis leurs réponses peuvent encore le faire : toutes les réponses reçues avant le 3 mars prochain seront prises en compte dans le dépouillement. Les questionnaires remplis sont à expédier à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 10, rue de la Chaise, 75007 Paris.

Certains camarades ayant posé des questions à l'égard de la destination de cette enquête, il faut préciser que toutes les garanties quant au caractère purement scientifique de ce travail sont réunies, et que le groupe de recherche de la F.N.S.P. est de surcroît dirigé par un camarade du parti. Le P.S.U. sera le destinataire prioritaire des résultats, dont les principaux seront publiés par la presse du parti.

« Un petit livre qui secoue vigoureusement le cocotier des idées reçues. » **L'Eclair.**

« En lançant cette interrogation, le chanteur Servat et l'université Milliere espèrent provoquer un peu d'agitation chez les intellectuels. »
**L'Unité.**

Commandes à adresser aux éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. 19706 28 Paris.
**123 p., 24 F + port 3 F.**

## CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

La deuxième série des activités 78/79 du centre commence le 27 février. Deux cycles de formation sur l'économie politique marxiste sont organisés :

● **Premier cycle : initiation à l'économie politique marxiste,** par V. Fay, les mardis 27 février, 6, 13, 20 et 27 mars au CREFA, 78 A rue de Sèvres, Paris 6e, de 19 à 21 heures.

● **Deuxième cycle : théorie marxiste des crises économiques,** par S.-C. Kolm et J. Coulavres, les vendredis 2, 9, 16 et 23 mars, même lieu, mêmes heures.

Inscrivez-vous le plus rapidement possible au C.P.F.S., 9 rue Borromée, 75015 Paris. Inscriptions : pour un cycle : 40 francs, pour les deux : 70 francs. C.C.P. C.P.F.S., 153 07 39 C Paris.

**tribune socialiste HEBDO**
**HEBDOMADAIRE DU P.S.U.**
**Direction politique :** Léo Goldberg
**Rédaction en chef :** René Lanarche, José Sanchez
**Secrétariat-Documentation :** Marie-Françoise Chailleux
**Maquette et collaboration technique :** Max Pagis
**Rédaction :** tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
**Directrice de la publication :** Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
**Numéro de la commission paritaire :** 37 392
**Composition, photogravure, impression :**
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
**Changement d'adresse :**
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.